

**Lettres
2002**

Patrick SOULIER

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| Lettres 2002 | 1 |
| 2002 | 5 |
| Janvier | 5 |
| Vœux 2002 - Depuis 1991, Pierre JAFFRY nous a proposé ses vœux océaniques, baladins, lumineux, de Chypre, flibustiers, flamboyants, sublimes, d'Orient, imaginaires, pour l'an 2000 et pour le 3ème millénaire. Il nous présente aujourd'hui ses vœux planétaires. | 5 |
| Laïcité - La religion ne peut être tolérée que si elle reste une chose privée. | 5 |
| Universalisme - Les origines ethniques ne peuvent constituer que des affaires de familles. | 6 |
| Février | 6 |
| Religion - La Terre est plus belle que le Paradis. | 6 |
| Dieu - Qu'est-ce que Dieu? | 7 |
| Politique - Sept ans après, il nous refait le coup de la fracture sociale. | 7 |
| Mars | 8 |
| Généalogie Soulier-Thomazeau | 8 |
| Avril | 8 |
| Israël-Palestine - Je soutiens la communauté juive de France, mais pas l'État Israélien. | 8 |
| Europe - L'Europe, c'est la construction d'un État produit par la Raison et non plus par l'Histoire. | 9 |
| Management - Les entreprises dépensent des fortunes pour formaliser les relations hiérarchiques. Pourquoi? | 9 |
| Les Soulier-Devillaine - Avec le site www.notrefamille.com , les Soulier-Devillaine annulent la distance qui les séparent. | 10 |
| Mai | 10 |
| Liberté - L'élection présidentielle a donné finalement aux Français l'occasion de se prononcer massivement pour la démocratie politique. | 10 |
| Égalité - Le scrutin législatif doit maintenant leur permettre de se prononcer massivement pour la démocratie sociale. | 11 |
| Fraternité - Et le travail de tous les jours doit oeuvrer à l'établissement de la République universelle. | 12 |
| Juin | 13 |
| Méditerranée - Les pieds de l'Europe ont leurs racines en Méditerranée, racines qui se nourrissent des grands brassages qui ont lieu sur les pourtours de cette mer. | 13 |
| Émigration - Bertolt Brecht a écrit un extraordinaire passage sur l'émigration. | 13 |
| Euromed - Il est temps de ne plus limiter l'activité Euromed à la simple mise en place d'une zone de libre échange sur les bords de la méditerranée. | 14 |
| Florence - Le premier Forum Social Européen se déroulera à Florence en novembre 2002. | 14 |
| Juillet | 15 |
| Mémoire - La CGT a adressé un mémorandum reprenant ses objectifs en matière économique et sociale aux candidats à l'élection présidentielle. | 15 |
| Nouvelles conquêtes sociales - La CGT rappelle ses grandes priorités au service du progrès social. | 15 |
| Plein emploi - La priorité du plein emploi doit inspirer l'ensemble de la politique économique et industrielle. | 16 |
| Retraites - Âge, montant, conditions pour obtenir le taux plein, moyens de financement de la retraite sont des questions qui relèvent du choix de société. | 17 |
| Santé - Les choix nécessaires dans le domaine de la santé et de la Sécurité sociale doivent faire l'objet d'un grand débat. | 18 |
| Fiscalité - La réforme fiscale doit permettre de mieux répartir les richesses et créer les conditions d'un nouveau développement économique. | 18 |

| | |
|---|-----------|
| Services publics - Pièce essentielle de la cohésion sociale, les services publics doivent être améliorés et leur fonctionnement démocratisé. | 18 |
| Août | 19 |
| Les vacances - Le circuit: Régny - La Plagne (1 semaine) - la Toscane (1 semaine) - Venise (1 semaine) - Régny. | 19 |
| Sanary - Un week-end à Sanary avec mon père qui n'avait revu le lieu de ses fiançailles qu'un fois il y a près de trente ans. | 20 |
| Aubervilliers - Fin août, mon frère Philippe épouse Diane. | 20 |
| Septembre | 21 |
| La rentrée - Les vacances sont finies. Travail, école, syndicat et rénovation de la Gauche sont au programme cette année. | 21 |
| Morosité - Gouvernement et MEDEF se sont partagé les rôles pour déréglementer la vie sociale. | 21 |
| Octobre | 22 |
| Humanité - Depuis le début des temps, l'humanité cherche à se dégager des contraintes de la nature. Admettre qu'elle s'imposera toujours n'oblige pas à renoncer. | 22 |
| Qui contrôle le butin ? - (Par Harry Throssel) On sait que le Fond monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont l'avantage majeur, dans la répartition des richesses, de pouvoir décider de qui est riche et de qui ne l'est pas. Mais eux, que sont-ils et qui les contrôle ? - Bretton Woods - La représentation - La responsabilité - Promouvoir des principes démocratiques à l'OMC - Un modèle de négociation ouverte | 22 |
| Novembre | 29 |
| Démocratie sociale - La démocratie sociale est l'administration démocratique des relations sociales dans et hors de l'entreprise et couvre la sécurité sociale maladie, professionnelle, jeunesse et vieillesse. Elle s'exprime en terme de droits: - Droit à l'emploi - Droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie - Droit à l'intégrité physique et mentale - Droit à la retraite solidaire - Droit à une véritable démocratie sociale - Droit aux moyens pour mettre en œuvre cette perspective Mais l'objet central de la démocratie sociale est bien le partage de la richesse créée au sein des entreprises, fortement déterminé par la relation de travail et éventuellement corrigé par la redistribution fiscale et sociale. | 29 |
| Décembre | 33 |
| La république - En France, l'année 2002 a été l'année des républicains. Si la droite en a profité sur le moment, la gauche doit en retirer une renaissance dont nous bénéficieront tous. Révolution française, ce mouvement doit s'exporter et changer la face du monde. | 33 |
| Politique et syndicalisme - Tout membre salarié du Parti socialiste doit être syndiqué. Mais on a vu que cela ne suffit pas à assurer une bonne prise en compte des revendications des salariés par la politique. | 33 |
| Prud'homales - Avenir de l'institution prud'homale et mesure de l'état de l'opinion des salariés, les enjeux des élections du 11 décembre seront déterminants pour le traitement des dossiers sociaux 2003. | 34 |
| François - Parti en vacances au Maroc avec un copain et un copain du copain, son voyage le mène dans la prison d'Almeria en Espagne. | 35 |
| Pierre - Cette année, il nous avait solidarité et espoir [...] jusqu'au bout du voyage. Il s'est arrêté un dimanche de novembre. | 36 |

2002

Janvier

Vœux 2002 - Depuis 1991, Pierre JAFFRY nous a proposé ses vœux océaniques, baladins, lumineux, de Chypre, flibustiers, flamboyants, sublimes, d'Orient, imaginaires, pour l'an 2000 et pour le 3ème millénaire. Il nous présente aujourd'hui ses vœux planétaires.

Vœux planétaires de Pierre Jaffry

En ces temps si distants des mornes certitudes,
Aux frontières du ciel, frappé de solitude,
J'ai pour premier bonheur, cette année deux mil deux,
D'offrir à la planète et à vous tous ces vœux.

Vœux qu'en ce nouvel an, face aux hydres infâmes,
Le monde entier se lève et retrouve son âme,
En détruisant la haine au rythme de ses chants,
Glaives forgés d'amour, tendres et lancinants.

Vœux que cessent bientôt les conflits meurtriers,
Que fleurisse la paix sur les terrains guerriers,
Que tout peuple opprimé, tout être dominé
Voie ses chaînes brisées, aux cris de "Liberté".

Vœux que notre monde, riche au point d'exploser,
Voie s'éclorre un printemps de solidarité.
Que tout humain blessé par la faim ou l'effroi
Retrouve avec l'espoir, la lumière et la joie.

Aux rives d'horizons aux bornes erratiques,
Poursuivons en dansant notre course mythique,
Au travers d'un mirage aux charmes fantastiques,
Jusqu'au bout du voyage, au fond, énigmatique.

Pierre Jaffry
Planète Terre, le 1er Janvier 2002

Laïcité - La religion ne peut être tolérée que si elle reste une chose privée.

Maire de Régnay dans la Loire, mon Grand-Père maternel - Jean Devillaine - avait une correspondance régulière avec le Cardinal Gerlier. C'était un notable de province, patriarche d'une famille pratiquant la religion catholique. Sincèrement croyant, disciple d'Emmanuel Mounier, il a été décoré de la Légion d'Honneur par Georges Bidault. Il est mort un jour de juin 1964 en montant le grand escalier de sa mairie pour une séance du conseil municipal.

Son frère Antoine, de dix ans son cadet, a été beaucoup plus proche de moi et a beaucoup plus contribué à ma formation. Il avait accès à des livres interdits dans sa jeunesse et il m'a donné une liberté de pensée inconnue dans ma famille.

L'actualité nous le montre tous les jours - fanatisme islamiste, aveuglement israélien, impérialisme américain caché sous le "combat du Bien contre le Mal" - la

religion prétend régir non seulement la vie personnelle des gens, mais surtout l'organisation de la société.

L'Être humain n'est pas une créature de Dieu, c'est Dieu qui est une création humaine pour tromper le Juste. La religion ne peut être tolérée que si elle reste une chose privée. Il ne peut y avoir d'État démocratique sans laïcité.

Universalisme - Les origines ethniques ne peuvent constituer que des affaires de familles.

Souvent liées à une religion, les origines ethniques sont aussi des sources de terribles batailles et de multitudes souffrances. La décennie 90 du siècle dernier nous l'a largement démontré avec les tueries de l'ex-Yougoslavie ou le génocide du Rwanda - le pays de mes deux jeunes enfants.

Malgré les bonnes résolutions universellement prises à la suite du génocide des juifs perpétré par les nazis, les causes racistes trouvent encore des militants. Les Juifs eux-mêmes ont bâti un État où les citoyens ont des droits liés à leur confession, où un Israélien d'origine Palestinienne n'a pas les mêmes droits qu'un Israélien Juif.

En France, on cherche à traiter le problème Corse sous des réformes technocratiques habillées de décentralisation, mais constituées de division. S'il est légitime qu'une collectivité fixe elle-même son impôt et décide de ses affaires, elle n'a pas à élaborer seule son cadre légal, ni à adapter la loi. La loi d'un État démocratique doit être la même sur tout le territoire.

La Terre devient petite et aucun groupe humain ne pourra bien vivre en excluant les autres. Les États sont une étape de l'organisation humaine après les féodalités, avant les organisations régionales dont la plus élaborée est l'Union Européenne. Cette Union Européenne sera un succès quand elle sera capable d'intégrer des États non Européens comme le Maroc, l'Algérie, ..., tous les États à terme. Approfondissement et élargissement, c'est un processus qu'il faut mettre en place. Les origines ethniques ne peuvent constituer que des affaires de familles.

Février

Religion - La Terre est plus belle que le Paradis.

Khaled AL-BERRY a appris que la Terre était plus belle que le Paradis à l'intérieur d'une des plus puissantes organisations islamistes d'Égypte. Ces organisations apportent un sens à la vie et une fraternité aux adolescents qui n'en trouvent guère dans la société.

J'ai eu la chance de disposer d'un environnement favorable au temps de mon adolescence et la religion m'est vite apparue comme un système qui permet à une minorité de salauds de profiter d'une majorité de cons. En ce temps, la Révolution s'était déjà perdue dans le banditisme et la violence gratuite. Je ne serai jamais le héros d'une grande cause.

Avec le temps j'ai réussi à voir le croyant derrière la religion. Il ne faudrait pas que pour lutter contre l'exclusion religieuse on rejète le croyant en dehors de l'humanité. Nous sommes tous sur le même vaisseau et nous sommes tous capables de tout, du pire comme du meilleur.

L'adhésion à une grande cause n'a souvent rien à voir avec son contenu et beaucoup avec la vie réelle de celui qui adhère. Khaled explique bien combien un

jeune adolescent peut retirer d'assurance dans un mouvement radical. Il est important de bien entourer un jeune qui devient adulte.

Il n'est pas vrai que l'Homme soit bon et que c'est la société qui le pervertit. Au contraire, l'Homme est encore trop cette bête sanguinaire qui a dû tuer pour survivre à la loi de la jungle. Il est encore pour longtemps sous le joug de cette loi, dans sa forme moderne dite loi du marché. Il faut donc aménager la société, construire plus de fraternité, plus de justice et d'égalité sans attenter à la liberté. C'est la cause que j'ai choisie.

Dieu - Qu'est-ce que Dieu?

La religion nous a donné une croyance en un Dieu unique et Créateur. Dieu est-Il forcément Créateur? Et doit-Il être personnalisé au point d'avoir à Le nommer?

La cosmologie des religions n'est plus défendue par les savants et il faut vraiment être bien ignorant pour la compter pour vraie. Et l'Homme n'est pas la Créature chassée du Paradis par Dieu et n'a rien à se faire pardonner.

Au contraire, l'Homme sort difficilement de la jungle où il est apparu. S'il a pu développer de la fraternité dans sa famille, dans sa tribu, dans son pays, etc. c'est pour mieux décharger sa violence sur les autres dans ses guerres contre le Mal.

Mais la violence, quand elle n'est pas le résultat d'une légitime défense, n'est plus légitime. A Paris, à New York, à Tokyo, à Kigali, à Tel Aviv, à Gaza, à Moscou, à Pékin, partout la même Humanité. Malgré la mal-information des grands média, le malheur peut arriver n'importe où, il déclenche la compassion partout. Quelque chose d'Universel dépassant l'Homme se construit.

C'est Dieu qui est la Créature de l'Homme. Inventé pour satisfaire un besoin d'explication et combler une solitude, il se peut que Dieu soit l'étape ultérieure de l'évolution de l'Homme. Pourquoi pas?

Politique - Sept ans après, il nous refait le coup de la fracture sociale.

Il avait trompé tout le monde en 1995 - du moins une part suffisante de l'électorat - avec "la fracture sociale". Sa politique libérale a bien vite ramené au pouvoir un premier ministre plus soucieux du Bien public en 1997. Mais...

Quand elle s'est présentée devant les électeurs en 1997, la Gauche répondait à la première priorité des électeurs : l'emploi. En 2000, le Gouvernement n'a pas su trouver un second souffle. Soumis à la médiatique campagne sur la cagnotte fiscale, il a préféré tenter de concurrencer la droite sur son terrain : la baisse des impôts.

En 2002 comme en 1997, toutes les enquêtes le montrent, les Français ne souhaitent pas d'abord moins d'impôts, mais beaucoup mieux d'État. En ne répondant pas à cette attente, le Gouvernement essuie une explosion sociale sur des revendications soutenues par les deux tiers de l'opinion. Et, à l'approche des échéances, il doit accorder sous la pression ce qui aurait pu constituer un atout en le programmant deux ans avant.

En revendiquant la qualité des services publics, nous jouons un rôle capital dans la société d'aujourd'hui. Et nous ne succomberons pas au remake de "la fracture sociale" et du "j'étais à Porto Alegre".

Mars

Généalogie Soulier-Thomazeau

En 1991, je suis parti à la recherche de mes ancêtres. C'est un travail passionnant. Et c'est un trésor que je réunis pour mes enfants, pour mes descendants. C'est ma pyramide. Mes enfants sont au sommet. Mon ambition est d'en dégager le plus de pierres possibles sur toutes les faces de l'édifice.

↵ La face la mieux dégagée est celle de ma mère. Je n'ai pu explorer qu'une demi-douzaine de fois aux archives départementales de Saint-Étienne et une fois à Fourneaux. Un cousin m'a donné beaucoup de renseignements sur nos racines communes.

↵ Mon oncle Albert m'a obtenu toutes les informations dont je dispose sur mes aïeux du côté de mon père. Il est allé plusieurs fois à la mairie de Venteuge et à La Bessayre-Saint-Mary en Haute-Loire.

↵ La face de ma belle-mère est assez complète grâce à une visite aux archives départementales d'Ille-et-Vilaine et au dépouillement effectué par une association sur les mariages autour de Rennes.

↵ Quant à la face de mon beau-père, mes recherches se sont très vite arrêtées à cause de l'incendie dont ont été victimes les archives départementales de Saint-Méloir-des-Ondes pendant la guerre à Saint-Malo. Je n'ai pas encore trouvé le temps d'aller exploiter les archives municipales.

Dans cette généalogie, il y a :

↵ 131 patronymes,

↵ 61 lieux,

↵ 430 personnes.

↵ Ces pages ont été produites par Généatique 2000

Patronymes - La liste des patronymes rangée par ordre alphabétique.

Personnes - La liste des personnes pour chaque patronyme.

Lieux - La liste des lieux rangée par ordre alphabétique.

Noms par Lieux - La liste des patronymes des personnes ayant un rapport avec un lieu précis.

Lieux et personnes - La liste des événements des personnes rangés par lieu.

Fiches familiales - Les fiches des personnes de la généalogie.

Avril

Israël-Palestine - Je soutiens la communauté juive de France, mais pas l'État Israélien.

PARIS (Reuter) - Six organisations juives appellent à une manifestation le dimanche 7 avril à Paris pour soutenir l'État d'Israël et la communauté juive de France, victime d'une vague de violences.

J'ai souvent manifesté contre l'antisémitisme. J'ai souvent apporté mon soutien à la communauté juive de France. Mais je ne veux pas soutenir l'État d'Israël dans son entreprise de terrorisme d'État.

Ces jeunes gens qui se font exploser sont autant le produit d'Israël que celui des maîtres à penser islamistes. Sans avenir, ils n'ont rien à perdre. Leur acte de folie est l'exutoire de leur mal-être d'adolescent si bien décrit par Khaled AL-BERRY dans son livre "La Terre est plus belle que le Paradis". S'ils avaient un projet de vie, un environnement favorable, ils n'auraient aucune envie de se sacrifier.

Un État confessionnel est une bombe à retardement. En Israël, cette bombe a éclaté dès l'origine, avant l'origine, avec les bombes de ses fondateurs. Les chars d'aujourd'hui ne sauront pas établir la Paix. Israéliens et Palestiniens sont peut-être condamnés à vivre dans un seul et même État, laïque, d'individus qui vivent leur religion comme un choix de vie privé.

Arabes et juifs ont la même envie de prospérité, de bonheur pour ses enfants. Le temps de l'Homme universel est arrivé. Il promet la fin des maîtres à penser, des chefs de guerre, des tyrans, la fin des sacrifices. C'est la grande Cause du XXIème siècle.

Europe - L'Europe, c'est la construction d'un État produit par la Raison et non plus par l'Histoire.



L'Union Européenne est avant tout un processus d'intégration condamné à s'améliorer pour intégrer plus d'États. Ce qui est premier dans l'Union Européenne, ce n'est pas l'Europe, mais l'Union. Je pense qu'un jour, l'Union Européenne intégrera les États du Bassin méditerranéen comme le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et les États liés aux Pays européens comme les Pays du Commonwealth - il faudra trouver alors un autre nom à l'Union.

La première fonction donnée à ce processus était d'instaurer une Paix durable sur le Vieux Continent. Cet objectif a été largement atteint. Et les Pays d'Europe de l'Est cherchent avant tout dans l'UE la prospérité qui garantira la Paix dont ils ont été privés.

La mondialisation est un mouvement inéluctable et insupportable s'il se poursuit dans les conditions actuelles. Les USA veulent imprimer au monde leur modèle de société qui exclut sans complexe des millions de personnes. Le modèle européen vise plus de justice et d'égalité. Mais dans beaucoup de pays il a été ressenti comme accompagnant le mouvement libéral: privatisations, concurrence.

Aujourd'hui, l'Union Européenne est le lieu où il convient d'intervenir pour contribuer à défendre les salariés. C'est pour cela que je participe aux travaux du collectif international de mon syndicat - la fédération CGT des salariés du secteur postal et des télécommunications.

Management - Les entreprises dépensent des fortunes pour formaliser les relations hiérarchiques. Pourquoi?

A France Télécom, plus de 160 000 salariés passent une demi-jour avec leur supérieur hiérarchique en entretien individuel. Cela fait plus de 80 000 jours de travail, soit plus de 380 emplois à plein-temps, sans compter le temps de préparation par les services, ni les supports utilisés. Pourquoi tant de moyens? Pour quel avantage?

Les salariés ont un grand besoin de reconnaissance. Les actionnaires exigent des dirigeants qu'ils réduisent la masse salariale. Mais il ne leur est pas possible de l'obtenir directement et uniformément sur tous les employés.

Tout le monde n'est pas pareil. En ces temps d'individualisation des besoins, des parcours, il paraît légitime de rémunérer chacun selon sa contribution et naturellement, chacun pense qu'il contribue plus que les autres. Seulement, il faut bien réduire la masse salariale. Alors il faut au moins 20% de mauvais qui auront le minimum conventionnel, et pas plus de 20% de bons qui méritent de bénéficier de la croissance. Les 60% autres ne maintiendront leur pouvoir d'achat que s'ils arrivent à créer le rapport de force suffisant - cela se produit de temps en temps.

L'entretien individuel est là pour persuader que, malgré ses efforts peut-être - c'est là que l'amicale bienveillance du supérieur hiérarchique est utile - le salarié n'a pas contribué suffisamment.

La plupart des salariés assurent un service normal et satisfaisant. Les bons, les mauvais ne sont qu'une erreur statistique qui ne représente pas plus de 5% d'entre eux. Accepter l'individualisation, c'est contribuer à la dévalorisation du travail et au renchérissement du capital. C'est un thème qu'il faut populariser. Les déceptions générées par les consignes données aux managers et leur application malhabile y contribuent doucement.

Les Soulier-Devillaine - Avec le site www.notrefamille.com, les Soulier-Devillaine annulent la distance qui les séparent.

L'enfance ne dure pas longtemps, mais quand elle se déroule, elle semble éternité. A dix ans, la famille constitue un environnement qui doit durer toujours, la maison un lieu éternelle. L'école et les vacances semble devoir se succéder pour toujours, comme les saisons.

Plus le temps passe, plus il passe vite et la famille côté adulte n'a pas ce caractère éternelle. Il est court le temps où les enfants sont petits, câlins. Bien vite, les adolescents manifestent le besoin d'indépendance qui va les conduire à l'autonomie qui fera d'eux une personne.

La vie sépare des parents, la mort aussi. La distance sépare frères et sœurs. Elle empêche les petites rencontres où ce font les échanges essentiels qui n'ont pas besoins des mots. Ma mère et sa sœur s'écrivaient une lettre chaque jour quand mes parents étaient à Paris en 1953. Dans les années 1970-1980, elles utilisaient le téléphone.

Aujourd'hui, je suis à Rennes, j'ai deux frères en région parisienne, dans l'Est lyonnais et ma sœur à Roanne à une vingtaine de kilomètres de Régnay où habite mon père. Nous sommes tous équipés d'un micro-ordinateur et d'un accès internet. Nous utilisons pas mal la messagerie. Mais nous nous mettons à pratiquer les services du site notrefamille.com.

Mai

Liberté - L'élection présidentielle a donné finalement aux Français l'occasion de se prononcer massivement pour la démocratie politique.

Cette élection présidentielle était marquée par la fadeur. Le Président sortant arrivait à maintenir une majorité de ses barons à sa suite. Avec ceux qui y croyaient vraiment et ceux qui se taisaient par discipline, Lionel Jospin devait maintenir sa majorité autour d'un programme qui ne prétendait pas être socialiste. La Gauche plurielle devait se retrouver au deuxième tour, sans réel enchantement.

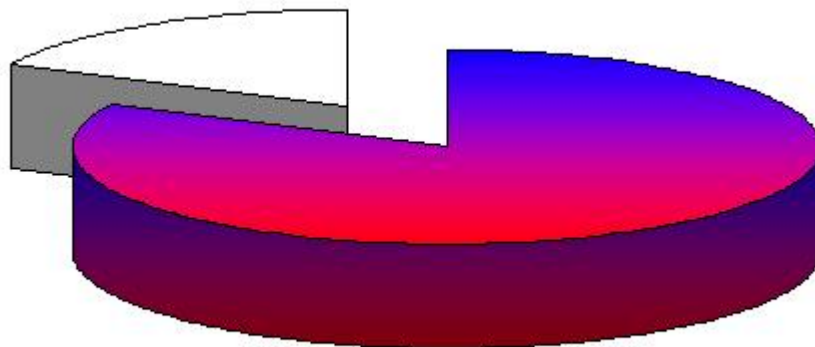
Le 21 avril, ceux qui se taisaient n'ont pas voté et ceux qui voulaient exprimer leur mécontentement se sont porté sur le représentant de l'extrême droite. Le phénomène a été si important que la Gauche s'est éliminée au 1er tour. Je ne pense pas que le vote dispersé soit illégitime. Il est le résultat d'une appréciation légitime du bilan du Gouvernement.

C'est la jeunesse qui s'est exprimé avec la force qu'il fallait pour réveiller le Pays. Deux millions de personnes ont défilé dans les rues de France le 1er mai. Chaque jour, des milliers d'étudiants, de lycéens, de collégiens ont manifesté leur colère de voir leurs aînés laisser grossir la bête immonde. Les plus jeunes qui ne peuvent voter exigent une expression massive des électeurs pour la liberté.

L'extrême droite est toujours très démocrate lorsqu'il s'agit de prendre le pouvoir. Une fois qu'elle l'a, elle ne le lâche que dans la violence. La démocratie politique est plébiscitée par 82% des Français. C'est une grande victoire.

Nationalistes

18%



Républicains

82%

Jacques Chirac élu, la démocratisation politique envisagée par les socialistes dans leur projet ne pourra pas vraiment être menée. Le projet adopté par la Convention nationale socialiste du 26 janvier propose de démocratiser la République: initiative législative accrue du Parlement, contrôle de l'exécutif, introduction d'une certaine dose de proportionnalité dans l'élection des députés, réforme du Sénat, suppression des cumuls et institution d'un véritable statut de l'élu, réforme du Conseil Constitutionnel, réforme de la justice, droit de vote des étrangers aux élections locales, nouvel élan de la décentralisation, transformation du mode de scrutin départemental.

Égalité - Le scrutin législatif doit maintenant leur permettre de se prononcer massivement pour la démocratie sociale.

Début juin, les Français doivent élire leurs députés. Après le choc créé par les résultats du premier tour des élections présidentielles fin avril, la mobilisation est plus importante. Elle devrait permettre de constituer la majorité de Gauche capable de construire une démocratie sociale renouvelée.

Le projet du Parti socialiste propose de renforcer les acteurs de la négociation en fondant la représentativité des organisations syndicales sur le vote des salariés, en affirmant le principe majoritaire pour la validation des accords au niveau de l'entreprise, au niveau de la branche et au niveau national en confortant et en

rendant plus transparent le financement des syndicats, en garantissant la représentation des salariés aux conseils d'administration et aux conseils de surveillance des entreprises.

Si les partenaires sociaux ont une place majeure dans l'évolution sociale par le jeu du dialogue social et de la négociation collective, la loi doit conserver le rôle protecteur et régulateur que lui confère la Constitution. Pour que ce rôle soit effectivement joué, il faut une majorité de Gauche au Parlement aidée par une vitalité syndicale critique importante.

La plupart des partis en campagne pour les présidentielles ont mis en avant la formation tout au long de la vie. La CGT propose de construire une véritable sécurité sociale professionnelle bâtie sur le statut du salarié qui permette une alternance emploi-formation tout au long de la vie moins traumatisante que les périodes de chômage imposées.

Acteurs politiques et syndicaux sont tous deux nécessaires au progrès social. Si à droite, les partis sont les écuries chargées de la conduite des carrières dans le monde tel qu'il est, à gauche, l'objectif central est de conduire le progrès social. Et si la politique a la responsabilité de mettre en oeuvre ses projets en prenant en compte l'intérêt général, le syndicalisme contribue aussi à produire des projets, à accompagner leur mise en oeuvre sans perdre de vue l'intérêt des salariés.

Fraternité - Et le travail de tous les jours doit oeuvrer à l'établissement de la République universelle.

La loi du marché est la forme moderne de la loi de la jungle. Le XXème siècle nous a appris que l'Homme ne pouvait l'ignorer. Mais l'amendement qu'y apportent les gens de droite pour en adoucir la violence - la charité - ne construit aucune fraternité.

La société doit placer les individus libres de construire leur propre avenir dans un faisceau de règles qui assure un développement général suffisamment réparti pour que la démocratie politique (la liberté) ne soit pas pervertie par le manque de démocratie sociale (l'égalité).

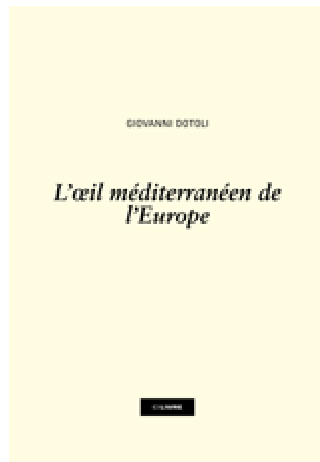
Mais cela ne suffit pas non plus à construire une société fraternelle. Il faut que la société prévoit les moyens de permettre à chacun d'avoir le sentiment de ne pas être exclu. On sait ce qu'il en coûte de laisser une part importante de la population n'avoir plus rien à perdre. Pour la sécurité, il faut que chacun ait quelque chose à quoi il tient. Là où la loi du marché détruit, là où les lois sociales ne suffisent pas, les organisations de soutien doivent opérer (la fraternité).

D'autre part, il ne sert à rien de se construire un pays parfait dans un environnement international dégradé. A côté des affaires internationales traditionnellement confiées aux diplomates, il faut aider au développement de liens individuels et fraternels entre les personnes sur des projets de développement communs.

Enfin, cette fraternité doit aussi jouer avec les prochaines générations. La terre est petite et nous devons la laisser propre à assurer l'existence de nos descendants. Comme dans la société humaine, la diversité est la clef d'un monde riche. Et cela exige de dépasser le simple jeu naturel des rapports de force.

Juin

Méditerranée - Les pieds de l'Europe ont leurs racines en Méditerranée, racines qui se nourrissent des grands brassages qui ont lieu sur les pourtours de cette mer.



L'Europe du Nord prospère et si les déséquilibres entre les bords nord et sud de la Méditerranée font de Notre Mer une frontière.

La fracture entre la Méditerranée et l'Europe, nous dit Giovanni Dotoli, concerne avant tout ses habitants. L'incessant mouvement migratoire de désespérés qui laissent les pays du Sud pour le mirage des richesses du Nord transforme l'Europe en citadelle assiégée. Le métissage qui enrichit l'Humanité devient impossible.

Il existe deux Méditerranées nous dit Tahar Ben Jelloun: la Méditerranée du Nord, développée, pas suffisamment peuplée avec une population qui vieillie et la Méditerranées du Sud pas suffisamment développée, surpeuplée avec une jeunesse nombreuse. Ces deux Méditerranées ne communiquent plus et parfois se font la guerre.

Autour d'un développement commun, une nouvelle solidarité doit s'établir entre l'Europe du Nord et les immigrés. La migration génère de nouveaux besoins dans l'éducation, la formation, la qualité de vie, le travail, la participation à la vie civile. L'Europe doit les satisfaire et si elle le fait, les bénéfices seront réciproques.

Émigration - Bertolt Brecht a écrit un extraordinaire passage sur l'émigration.

Sommes-nous des émigrants?

J'ai toujours trouvé faux ce nom qu'on nous donnait:

Émigrants.

Il veut dire que nous avons émigré, volontairement.

Nous n'avons pas choisi un autre pays.

Nous n'avons pas non plus émigré dans un pays pour y rester, si possible pour toujours.

Non, nous avons fui. Des expulsés, des bannis voilà ce que

Nous sommes.

Ce n'est pas un foyer, mais un exil que doit être le pays qui nous a reçus.

Nous sommes là, impatients, au plus près de la frontière, attendant l'heure du retour, observant le moindre changement de l'autre côté de la frontière, interrogeant fébrilement tout nouveau venu,

N'oubliant rien, ne cédant rien, ne pardonnant rien de ce qui s'est passé, ne pardonnant rien.

Ah! Le silence de l'heure ne nous trompe pas!

Nous entendons jusqu'ici les cris qui montent de leurs camps.

Nous sommes presque nous-mêmes comme les rumeurs de leurs méfaits, qui franchissent les frontières.

Chacun d'entre nous marchant à travers la foule dans des souliers troués, témoigne de la honte qui couvre aujourd'hui notre pays.

Mais pas un seul d'entre nous ne restera ici. Le dernier mot n'est pas encore dit.

Berthold Brecht

Euromed - Il est temps de ne plus limiter l'activité Euromed à la simple mise en place d'une zone de libre échange sur les bords de la méditerranée.

Le Sud, et l'Est de la Méditerranée ont été identifiés comme une priorité stratégique pour l'Union européenne par le Conseil européen et la Commission européenne. Le partenariat Europe Méditerranée lancé en 1995 par **la déclaration de Barcelone** implique divers institutions de l'Union européenne et 12 pays des rives de la Mare Nostrum: Algérie, Autorité palestinienne, Chypre, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Malte, Maroc, Syrie, Tunisie, Turquie. Ce partenariat vise à:

- ↪ établir une zone de paix et de stabilité fondée sur le respect des droits de l'Homme et de la Démocratie - **volet politique et sécurité**,
- ↪ construire une zone de prospérité économique et financière partagée des deux côtés de la Méditerranée par la mise en place d'une zone de libre échange - **volet économique et financier**,
- ↪ développer les ressources humaines, promouvoir la compréhension entre les cultures et le rapprochement des peuples ainsi que le développement de sociétés civiles libres et florissantes - **volet social, culturel et humain**.

Je ne pense pas que l'établissement d'une zone de libre échange suffise à apporter une prospérité économique et financière partagée. Si l'établissement d'une zone de libre échange contribue à l'augmentation de l'activité économique, elle tend aussi à baisser les prix, donc à réduire le pouvoir d'achat des producteurs et des salariés et joue donc aussi contre l'activité économique.

Pour que l'établissement d'une zone de libre échange entre l'Europe et la Méditerranée garantisse vraiment une prospérité économique et financière partagée des deux côtés de la Méditerranée au bénéfice de toute la population, il faut organiser les réseaux de contre-pouvoir de producteurs et de salariés - une **union syndicale des bords de la Méditerranée**.

Florence - Le premier Forum Social Européen se déroulera à Florence en novembre 2002.

Le Conseil international du deuxième Forum social mondial (FSM) de Porto Alegre a appelé à l'organisation de forums continentaux ou régionaux. Le premier Forum Social Européen (FSE) se déroulera à Florence en novembre 2002.

Trois orientations principales ont été prises lors du premier meeting continental pour le FSE:

- ↪ engagement dans un processus pour une charte sociale des droits et de la citoyenneté,
- ↪ réflexion sur le processus de construction de l'Union européenne (élargissement, constitution, législation, loi anti-terroriste en tant qu'instrument contre les mouvements sociaux)
- ↪ et responsabilité de l'Europe.

A Bruxelles, le rapport insiste sur

- ↪ la nécessité de ne pas impliquer seulement les représentants des mouvements sociaux dans le processus, - la nécessité d'impliquer les pays de l'Est et des Balkans
- ↪ et le développement des relations avec les mouvements sociaux situés au sud de la Méditerranée.

Juillet

Mémemorandum - La CGT a adressé un mémorandum reprenant ses objectifs en matière économique et sociale aux candidats à l'élection présidentielle.



La droite a hérité des pouvoirs exécutifs et législatifs lors des élections présidentielles et législatives 2002. Elle le doit d'abord à la forte abstention des salariés qui en seront les premières victimes.

La campagne n'a pas permis le débat. Après une fixation sur la sécurité brandie comme un épouvantail par Chirac au travers d'un système médiatique panurgique, elle a été monopolisée par le salubre réveil anti-fasciste de la jeunesse, puis dévoyée dans un débile dialogue sur la cohabitation.

Le personnel politique n'a pas su porter les enjeux contenus dans le choix que le pays avait à faire. Mécontentements et exigences n'ont pas trouvé les acteurs capables de les traduire en projets sociaux et politiques et l'aspiration au développement économique, au progrès social et au plein emploi s'est perdue dans le vote raciste et rétrograde de l'extrême droite.

Aujourd'hui, les salariés représentent près de 90% de la population active. Alors que leur proportion augmente, la part de leur revenu ne cesse de décroître par rapport à la richesse créée qui se perd de plus en plus dans les jeux de la bourse. Le rôle et la place du travail doit être reconnu dans une société plus solidaire et plus juste. Contre les licenciements et la précarisation, une véritable alternative doit être instituée.

Selon ses prérogatives de syndicat de salariés, la CGT est intervenue à l'occasion des élections présidentielles par un mémorandum rappelant ce qui est au cœur des mobilisations revendicatives. Son examen constitue une bonne base de réflexion pour la construction d'une gauche efficace à répondre aux besoins de son public.

La CGT propose de **répondre au besoin de sécurité** face à l'avenir **par l'élaboration d'un nouveau statut du travail salarié** instituant des droits sociaux fondamentaux garantissant à tous une sécurité sociale professionnelle.

La **démocratie sociale** doit reposer sur la représentativité des acteurs qui la font vivre et le principe de l'accord majoritaire dans les négociations.

Les salariés doivent **rejoindre massivement les organisations syndicales** et en particulier la CGT qui agit pour promouvoir une politique de progrès social et économique en vue d'un développement durable et la paix.

Les salariés doivent se mobiliser dans le cadre unitaire le plus large possible pour assurer eux-mêmes la défense de leurs propres revendications au plan de l'entreprise, à l'échelle nationale, européenne et internationale.

Nouvelles conquêtes sociales - La CGT rappelle ses grandes priorités au service du progrès social.

Les propositions de la CGT peuvent donner lieu à l'ouverture immédiate de négociations avec le patronat et les pouvoirs publics. Elles offrent une perspective autrement plus heureuse que celles du MEDEF connues sous le nom de refondation sociale.

Avec la proposition d'un nouveau statut du salarié, il s'agit de **garantir à chaque individu, tout au long de sa vie active, des droits professionnels et sociaux, ainsi que le droit à la retraite**. Garanties au-delà du contrat de travail, ces droits lui sont attachés individuellement, indépendamment de l'employeur et assurent un revenu à tous. La reconnaissance des qualifications est obtenue par un véritable déroulement de carrière et une formation professionnelle tout au long de la vie. Chaque salarié bénéficierait d'une protection sociale de qualité. Travaillant dans une petite, moyenne ou grande entreprise, homme ou une femme, jeune ou moins jeune, blanc ou noir, français ou non, **le socle des droits est le même pour tous**.

La responsabilité de garantir cette sécurité sociale professionnelle incombe individuellement et collectivement aux employeurs. Ils assument ainsi leur devoir social dans la lutte contre la précarité.

Ces conquêtes sociales reposent sur le développement d'une authentique démocratie sociale, une véritable reconnaissance des organisations syndicales et des avancées en matière de droits nouveaux pour les salariés et de financement transparent des organisations syndicales.

La mise à plat des critères de représentativité actuels et l'établissement du principe majoritaire dans toute négociation sociale sont le seul moyen d'aller vers plus de démocratie et de favoriser le rapprochement des salariés avec le syndicalisme. Le mouvement social est un atout et toute discrimination pour fait syndical doit être banni.

Le véritable renouveau du dialogue social exige aussi l'évolution et la modernisation de l'État. Seule une loi qui affirme sa prééminence sur le contrat peut ouvrir un espace de négociation qui débouche sur des accords synonymes de progrès social.

La revalorisation du travail dans la société française doit se traduire dans les choix européens. L'activité européenne de la CGT vise ce but. La construction d'une Europe sociale permettant une harmonisation des réalités sociales "par le haut" doit servir les objectifs prioritaires du plein emploi et du développement durable.

Plein emploi - La priorité du plein emploi doit inspirer l'ensemble de la politique économique et industrielle.

L'emploi à plein temps sous contrat à durée indéterminée ou sous statut doit être la règle. Aussi, la CGT fait-elle les propositions suivantes:

- ↪ tous les contrats dérogeant au droit commun doivent être transformés en emplois stables et à plein temps,
- ↪ le recours au travail à temps partiel n'est envisageable que dans la mesure où le salarié le souhaite avec une garantie de retour à un travail à temps complet, - les départs en retraite doivent être compensés,
- ↪ les contrats précaires (CDD et intérim) doivent être limités au remplacement de salariés momentanément absents et aux surcharges temporaires de travail,
- ↪ le travail saisonnier doit être défini dans un statut qui précise de façon claire la saisonnalité, dans une durée comprise entre un minimum et un maximum donné,
- ↪ l'utilisation de personnels défavorisés par les entreprises doit aboutir à une embauche en fin d'un parcours d'insertion,

- ↳ tous les salarié doivent bénéficier des 35 heures sans perte de salaire, les emplois correspondants étant créés,
- ↳ les salariés doivent pouvoir exercer un recours suspensif d'une mesure de licenciement quelque soit le motif et la taille de l'entreprise,
- ↳ les représentants du personnel et les organisations syndicales doivent pouvoir contester les motifs des projets patronaux, obtenir la justification des mesures envisagées et les raisons du refus des propositions alternatives formulées,
- ↳ la communication des plans sociaux aux organisations syndicales représentatives doit être obligatoire et ces plans doivent pouvoir être contestés en référé,
- ↳ les attributions des prud'hommes sur la validité des licenciements et des plans sociaux doivent être renforcées,
- ↳ les aides publiques et avantages sociaux aux entreprises qui n'ont pas procédé à la mise en place d'un CE doivent être supprimées,
- ↳ les fonds publics attribués aux entreprises doivent être contrôlés dans le cadre des commissions nationales et régionales.

Retraites - Âge, montant, conditions pour obtenir le taux plein, moyens de financement de la retraite sont des questions qui relèvent du choix de société.

La question des retraites est une question qui relève du choix de société qu'il ne faut pas laisser régler par des spécialistes qui nous expliqueront toujours que leur choix est le seul choix possible.

Le système fondé sur la répartition directe aux retraités d'une partie de la richesse créée est le seul qui garantisse l'avenir et la sécurité des retraités. Il n'y a aucun progrès à attendre d'un système qui consiste à faire transiter les ressources des retraités par une capitalisation aux retours aléatoires et soumis aux risques des malversations de financiers peu scrupuleux.

Les conditions d'accès à la retraite à 60 ans et le niveau des pensions doivent être garantis dans le secteur public et dans le secteur privé.

Pour assurer ces droits, ils doivent être ouverts dès l'âge de 18 ans pour tous¹ pris avec maintien du niveau de vie avec un taux de remplacement minimum de 75% et avec anticipation pour les personnes qui exercent un travail reconnu pénible et astreignant.

L'âge de 60 ans est celui où chaque personne peut prendre ses droits à la retraite à taux plein, cette âge pouvant être avancé sans abattement quand le plein des annuités est atteint ou quand le salarié est handicapé, les possibilités de rachat d'annuités étant élargies et les périodes non travaillées compensées.

Pour répondre au problème démographique, l'assiette des cotisations patronales doit prendre en compte la totalité des richesses créées, l'assiette des

¹ Chaque année d'étude supérieur améliore la productivité du travailleur et cette productivité bénéficie à l'entreprise qui emploie ce travailleur. Il est juste que l'entreprise rémunère cet accroissement de productivité par une contribution à la constitution des droits à la retraite de leur employé pour le temps qu'il a passé à étudier. Cette contribution peut naturellement être une contribution collective des entreprises sur la richesse qu'elles créent.

cotisations salariales doit être étendue à tous les éléments de rémunération et les produits financiers doivent être taxés.

Santé - Les choix nécessaires dans le domaine de la santé et de la Sécurité sociale doivent faire l'objet d'un grand débat.

La satisfaction des revendications des médecins libéraux ne suffit pas à corriger l'insatisfaction créée par les politiques de maîtrise comptable des dépenses d'assurance maladie. La CGT nous propose trois axes de réformes:

Développer le service public de santé - Les besoins en personnels qualifiés sont tels qu'ils nécessitent la mise en place d'un plan d'urgence "emploi formation". Les négociations dans la fonction publique hospitalière doivent être réouvertes pour assurer la réduction du temps de travail dans des conditions de vie et de travail améliorées au bénéfice des malades. Les restructurations et les fermetures d'activités et de services doivent être arrêtées et réexaminées.

Fonder la protection sociale sur la solidarité et l'égalité des droits - Le système conventionnel liant assurance maladie et médecins libéraux doit être rebâti par des partenaires disposant de réels pouvoirs, ceux de l'État étant redéfini, et viser une maîtrise médicalisée des dépenses fondée sur la qualité des soins.

Démocratiser la gestion de la Sécurité sociale - Les administrateurs élus doivent être majoritaires dans les conseils, la représentativité et la composition du collège employeur devant être réexaminées.

Fiscalité - La réforme fiscale doit permettre de mieux répartir les richesses et créer les conditions d'un nouveau développement économique.

Pour que la fiscalité permette de mieux répartir les richesses et crée un environnement propice à un nouveau développement économique, elle doit reposer sur des assiettes plus larges et avoir des taux plus progressifs. Des impôts plus efficaces et mieux répartis seraient socialement mieux acceptés.

La justice fiscale doit être assurée par un rééquilibrage des prélèvements indirects vers des prélèvements directs qui intègrent tous les revenus, revenus du capital au même taux que les revenus du travail dans une échelle à la progressivité accrue. La taxe d'habitation doit prendre en compte le revenu imposable du foyer et la taxe foncière, l'usage du logement.

L'amélioration de l'efficacité de la fiscalité commande une différenciation du taux de l'impôt sur les sociétés encourageant la création d'emplois stables, l'investissement de recherche et de développement et la santé des travailleurs et de la population et prenant en compte les revenus financiers des entreprises. Une taxation des opérations financières de nature spéculative doit être instaurée au moins au niveau européen et les politiques fiscales européennes et mondial harmonisées pour éviter le dumping social et lutter contre les paradis fiscaux.

Services publics - Pièce essentielle de la cohésion sociale, les services publics doivent être améliorés et leur fonctionnement démocratisé.

Caractéristique identitaire de notre société et pièce essentielle de la cohésion sociale, le service public doit être amélioré, démocratisé et développé, sa pérennité et son développement assurés.

Pour répondre aux besoins croissants et de plus en plus diversifiés de la population, le champ d'action des services et entreprises publics doit être consolidé et élargi selon les grands principes suivants:

- ↪ accessibilité à l'ensemble des prestations sur tout le territoire,
- ↪ égalité de traitement garantie par l'État et les collectivités locales,
- ↪ permanence et adaptation du service rendu,
- ↪ simplicité de l'organisation et transparence du fonctionnement,
- ↪ prise en compte des particularités et des handicaps.

La modernisation des services publics ne peut reposer que sur une démocratisation de leur fonctionnement en interne avec les personnels et leurs organisations syndicales, en externe avec les usagers citoyens et les collectivités locales.

Août

Les vacances - Le circuit : Régny - La Plagne (1 semaine) - la Toscane (1 semaine) - Venise (1 semaine) - Régny.

Cette année, les vacances sont longues, du 1er août au 2 septembre. En famille nous faisons un circuit de 2500 km avec un séjour d'une semaine à La Plagne, puis en plein centre de la Toscane et dans la Vénétie. A l'aller et au retour nous passons à Régny où nous laissons Nimbus (le chien) en pension chez mon père.



Au mois de juillet, les enfants ont pris chacun une destination différente. Antoine a campé deux semaines en Sardaigne puis a passé une semaine à Saint-Raphaël. Raphaël a couru le Québec pendant trois semaines. Et Pauline a pris pension dans un collège anglais pendant deux semaines, puis à Régny chez mon père et à Roanne chez ma sœur pendant une semaine.

A La Plagne, nous allons faire de la marche en montagne, du ski ensemble. Il y a dix-sept ans que Martine et moi n'en n'avons pas fait. Les enfants nous attendent. On va souffrir. L'appartement sera petit. La semaine sera consacré à l'exercice physique.

En Toscane, la semaine sera culturelle. Nous partons avec les livres sur la Renaissance que nous n'avons pas eu le temps de lire. Antoine et Martine sont experts à trouver les bonnes visites, les endroits qu'il faut voir.

En Vénétie, bien-sûr, nous ferons la visite de Venise et le parcours de ses canaux en gondole. La semaine devrait se passer plutôt à la plage.

Sanary - Un week-end à Sanary avec mon père qui n'avait revu le lieu de ses fiançailles qu'un fois il y a près de trente ans.

Impossible pour Antoine de trouver un moyen de transport autre qu'un train de nuit pour son retour de Saint-Raphaël. Alors, je suis allé le chercher.

Le 25 juillet, Pauline et moi nous sommes allés à Régny et nous sommes repartis tôt le lendemain matin avec Françoise et mon père. Arrivés à midi à Sanary, nous avons passé une extraordinaire après-midi.

Sanary est un joli petit port qui est resté un lieu où les gens sont là depuis longtemps. Toutes les cartes des restaurants proposent l'aïoli. Nous nous sommes arrêtés chez le seul parisien qui n'en proposait point. Je saurai la prochaine fois...

En 1952, le frère de mon grand-père maternelle (Antoine que j'appelais Caco quand j'étais enfant) a demandé à mon père de l'accompagner pour s'occuper de l'école de la paroisse conduite par l'abbé GALI. Avant de rentrer en religion, GALI était acteur - l'homme à l'Espino - un personnage.

Caco nous a laissé un journal où il dit combien cette année passée à Sanary lui a été agréable. Il en a gardé un souvenir embelli par le temps. Mon père et ma mère s'y sont rencontrés et j'en suis un peu le produit.

Aubervilliers - Fin août, mon frère Philippe épouse Diane.

Ils se connaissent bien maintenant, Diane et Philippe. Et ils ont envie de partager leur plaisir d'être ensemble avec les amis et la famille. D'abord à Aubervilliers où le Maire va les unir devant la République. Puis dans deux ans à Ouagadougou au Burkina Faso.



Septembre

La rentrée - Les vacances sont finies. Travail, école, syndicat et rénovation de la Gauche sont au programme cette année.

La rentrée s'est mal passée pour moi: lumbago pour ma dernière semaine de congé et rhume mis sur le compte d'une allergie et probablement virale pour la première semaine de reprise.

Les difficultés rencontrées par France Télécom entraînent des modifications stratégiques. Je m'abstiendrai de toute critique. Trois de mes collègues ont été révoqués cet été pour l'avoir fait.

La CGT est le seul cadre dans lequel je sens un travail de fond conduit avec intelligence. La transformation de la société n'est envisagée que comme une conséquence du progrès social obtenu par l'action des personnes pour répondre à leurs propres exigences dans le respect des autres.

Le PS, organisation de pouvoir qui a perdu le Gouvernement de la France, doit reconstruire un projet qui réponde à tous ceux qui peuvent le soutenir. Après la grand-messe de La Rochelle, un questionnaire a été envoyé aux militant pour lancer le débat. La section de Cesson-Sévigné va l'examiner à sa réunion du 12 septembre. Le mois prochain j'afficherai ici ma contribution.

A la suite des élections municipales nous avons créé l'association AVEC pour aider les élus de l'Opposition. Nous avons pêché par trop d'ambition et n'avons pas réussi à lui donner l'activité que nous souhaitions. L'Assemblée générale se tient vendredi 13 septembre et sera l'occasion de revoir notre stratégie.

Morosité - Gouvernement et MEDEF se sont partagé les rôles pour déréglementer la vie sociale.

Le Gouvernement élu en 2002 est prêt à contribuer à mettre en oeuvre la refondation sociale revendiquée par le MEDEF et à la compléter par une politique de réforme des institutions et de baisse des charges.

En parlant de renouveau de la "démocratie sociale", le MEDEF souhaite obtenir la résignation des salariés à rester soumis à toujours plus d'individualisation. Il veut faire de la formation professionnelle une "assurance emploi", des retraites une "assurance vieux jours", de la sécurité sociale une "assurance maladie". La baisse des charges prive les institutions sociales des moyens d'absorber les évolutions démographiques. Les 35 heures sont tellement assouplies qu'il ne reste que les gains de productivité des lois.

La décentralisation est la grande affaire du quinquennat. Elle n'a pas pour objectif que de donner plus de moyens aux élus locaux, mais elle vise à permettre aux notables de décréter des règles qui dérogent au droit commun pour favoriser tel ou tel courtisant. C'est le retour à l'ancien régime.

Comme beaucoup j'ai vécu le 11 septembre 2001 de façon très proche des victimes New-Yorkaises. Et les témoignages de survivants ou des parents et amis des victimes font naître en moi une très grande fraternité. Mais je sens la même fraternité avec les victimes des bombardements et du blocus contre l'Irak. Comme le disait un survivant du 11 septembre: "Rien ne vaut tant de souffrance."

L'anniversaire de cet événement ne sera pas une commémoration pour moi, Bush ayant transformé son pays en une puissance insupportable. Je crois que les

Américains sont capables d'entendre les critiques sans les taxer d'anti-américaines contrairement aux Israéliens qui font de toute critique envers leur politique un discours antisémite.

Octobre

Humanité - Depuis le début des temps, l'humanité cherche à se dégager des contraintes de la nature. Admettre qu'elle s'imposera toujours n'oblige pas à renoncer.

Le marché n'est rien d'autre que la jungle dans laquelle les plus forts souhaitent enfermer tout le monde pour en retirer encore plus de bénéfice. Mais il est un fait de nature dont il n'est pas possible de s'extraire totalement, l'histoire du XXème siècle l'a largement démontré.

Il y a vingt-quatre mille ans, au plus fort de la dernière glaciation, nos ancêtres avaient compris qu'il était possible de mieux résister à la rudesse de la nature en aménageant ensemble leur environnement. Forts et faibles en retiraient avantage. Ils inventaient la société.

Aujourd'hui, le développement du pilotage des marchés par la finance nous plonge dans un monde plus rude que celui de la période glaciaire.

L'objectif des entreprises s'est déplacé du service au client vers la création de valeur pour les actionnaires. Des mercenaires grassement payés suppriment de plus en plus d'emplois. Des politiques aux ordres cassent les lois sociales, privatisent et dérèglementent. Des juges condamnent ceux qui osent contester.

Contre ce retour en arrière, il faut se grouper et mettre en place une solidarité qui doit permettre à tous les jeunes de recevoir une éducation de qualité, à tous les adultes d'avoir

- ☞ un travail qui leur permette d'apporter ce qu'ils ont de mieux à la société et dont ils retirent les revenus qui leur permette de profiter ressources de la société,
- ☞ une sécurité sociale qui leur permette de se soigner,
- ☞ une sécurité professionnelle qui leur permette de se former tout au long de leur vie et d'absorber les aléas des lois du marché,
- ☞ une sécurité vieillesse qui leur assure un après 60 ans de qualité.

Plus personne ne pense à la disparition du capitalisme. Mais personne non plus ne pense que tout le monde puisse vivre de sa entreprise, sauf à vouloir instituer la généralisation du statut de journalier.

Plus de 80% des français vivent d'un salaire ou d'une retraite de salarié. Ils doivent se grouper pour résister à la rudesse du monde d'aujourd'hui et aménager l'environnement mondialisé.

Qui contrôle le butin ? - (Par Harry Throssel)

On sait que le Fond monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont l'avantage majeur, dans la répartition des richesses, de pouvoir décider de qui est riche et de qui ne l'est pas.

Mais eux, que sont-ils et qui les contrôle ?

- Bretton Woods
- La représentation
- La responsabilité
- Promouvoir des principes démocratiques à l'OMC
- Un modèle de négociation ouverte

Traduction. Christine Laumond; coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles (*)

"Le ministère de l'Abondance s'intéresse à la faim." George ORWEL - "1984"

On sait que le Fond monétaire international (FMI), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ont l'avantage majeur, dans la répartition des richesses, de pouvoir décider de qui est riche et de qui ne l'est pas. Mais eux, que sont-ils et qui les contrôle?

Tout d'abord, 48% du pouvoir de vote au FMI est aux mains de 8 directeurs exécutifs, représentant chacun leur propre pays (USA, Japon, Allemagne, France, Royaume Uni, Arabie Saoudite, Chine, Russie), alors que les 176 autres États membres ont 16 représentants avec pratiquement le même pouvoir de vote. À la Banque mondiale, les mêmes nations à l'exception de la Chine possèdent à nouveau presque la moitié du pouvoir de vote. À l'OMC, bien qu'en théorie les 144 nations membres aient leur mot à dire, les décisions sont en réalité prises dans la "salle verte", où se réunit un petit groupe convoqué par le directeur général et très influencé par le Canada, l'Union européenne, le Japon et les États-Unis. Aucun de ces pays ne se situe dans l'hémisphère sud et aucun n'est un pays (pauvre) en voie de développement?

Aucun membre du conseil d'administration du FMI n'est une femme et 92% des membres du conseil d'administration de la Banque mondiale sont des hommes?

L'usage veut que les Européens choisissent le directeur du FMI et le gouvernement américain, celui de la Banque mondiale?

" D'autres pays et certains critiques fustigent, à juste titre, un procédé non démocratique et insuffisamment responsable ", commente le Rapport 2002 sur le développement humain des Nations unies?

Soit dit en passant, pour insister sur ce point, les 5 membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies sont les États-Unis, la France, le Royaume Uni, la Russie et la Chine?

Ces dispositions en matière de prise de décision sont particulièrement importantes étant donné que l'élimination, ou du moins la réduction de la pauvreté dans les pays en voie de développement fait partie du mandat spécifique de ces organisations financières et commerciales?

Or, depuis environ 30 ans, l'inégalité économique en général se creuse et la carte de la pauvreté globale a peu changé, notamment dans les régions du monde les plus touchées, d'après les récents rapports des Nations unies et d'autres études de chercheurs?

BRETTON WOODS

Le FMI et la Banque mondiale ont été créés par les accords de Bretton Woods (juillet 1944, New Hampshire, USA) suite à des discussions sur l'économie internationale après le désastre de la grande dépression des années 1930 et au naufrage de la Seconde Guerre mondiale.

D'après Daniel Yergin et Joseph Stanislas, une vaste entreprise de développement était née. Elle était constituée à partir de dons des ministères des Finances, de l'Industrie et du Développement ainsi que d'agences gouvernementales, de fondations privées, de banques internationales orientées vers le développement, d'universités, d'instituts de recherche.

Au centre de cette constellation une institution demeurait centrale, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, autrement dit la Banque mondiale.

La Banque mondiale a été créée pour coordonner l'énorme travail de reconstruction économique dans l'Europe d'après guerre.

Selon le " Rapport sur le développement humain ", le FMI devait soutenir tout pays en butte à des difficultés concernant sa balance des paiements, alors que la Banque mondiale devait aider le circuit d'investissements dans ce pays, dans une perspective de reconstruction et de développement d'après guerre.

L'historien Éric Hobsbawm commente : " La suprématie américaine était, bien entendu, un fait. La pression politique en faveur d'une action venait de Washington, et lorsque les opinions divergeaient, c'est le point de vue américain qui prévalait ; la Banque Mondiale et le FMI devenaient de facto subordonnés à la politique américaine. " Il montre que dans les années 1950, les États-Unis à eux seuls détenaient 60% du capital de tous les pays développés et réalisaient 60% de l'ensemble de leur production.

John Pilger écrit : " Ce qui découle (de la Seconde Guerre mondiale) est la défaite et dans le même temps la recolonisation des empires européens par le capital américain. Le boom de la production subventionnée par le gouvernement pendant la guerre a mis les richesses du monde dans les mains de l'Amérique. Les accords de Bretton Woods ont donné aux établissements militaires et aux entreprises un accès illimité aux minéraux, au pétrole, aux marchés et à une main-d'œuvre peu chère. La Banque mondiale et le FMI ont été inventés pour mettre en ouvre cette stratégie. Ils sont basés à Washington, où ils sont reliés par un cordon ombilical au Trésor américain. Le pouvoir de vote de leurs membres est défini en fonction de leur richesse : ainsi, l'Amérique les contrôle. Comme l'écrit Frédéric Clairmont, "Bretton Woods a légué au monde un plan totalitaire et mortel de partage des marchés dans le monde".

En 1947, l'Accord général sur les tarifs et le commerce (devenu Organisation mondiale du commerce en 1950) a été créé comme un cadre permettant de réduire les barrières commerciales par des négociations régulières. Le principal objectif de l'OMC est " l'établissement de règles pour la politique commerciale des membres, qui favorise l'expansion du commerce international dans la perspective d'améliorer les niveaux de vie. " John Gray décrit la philosophie de l'OMC comme un ensemble de politiques et de mesures qui garantissent que les marchés auto-régulés " constituent le seul pouvoir d'organisation de la sphère économique ".

Susan George rétorque : " Les négociations du GATT ont pour but de détourner l'attention des propositions de réduction de la dette. Elles amadouent les gouvernements des pays endettés grâce à l'augmentation de l'investissement et à l'accès aux marchés du Nord, en échange d'une docilité maintenue dans le jeu du remboursement de la dette. Le "libre-échange" semble, peut-être, juste et démocratique mais il apportera inévitablement des contraintes futures sur l'environnement et sur les travailleurs en tous lieux. "

La Banque mondiale a rapidement étendu sa mission d'origine : de l'augmentation du financement pour la reconstruction d'une Europe meurtrie par la guerre, elle est passée à la recherche de capitaux dans les pays en voie de développement, destinés à être investis dans des infrastructures des pays

développés. Son premier prêt (au Chili) date de 1948 et dès le début des années 1950, son attention se tournait déjà complètement vers le développement dans le tiers monde.

Le Rapport sur le développement humain déclare à propos de ce changement: "Aujourd'hui, le FMI et la Banque mondiale ne prêtent qu'aux économies émergentes et en voie de développement. De plus, leurs prêts sont soumis à des conditions qui affectent de plus en plus les politiques locales des États. Il en résulte que les pays créanciers jouissent d'un pouvoir de décision accru et qu'ils l'utilisent pour durcir leurs exigences sur les pays endettés, ces derniers subissant des conditions imposées par l'extérieur et hors de leur contrôle."

Cela peut être " particulièrement inquiétant " en cas de divergences d'opinion sur les solutions politiques, et quand les risques résultant de ces préconisations sont principalement supportés par la population du pays endetté.

LA REPRÉSENTATION

Le Rapport s'inquiète qu'une vraie représentation des pays clients soit exclue des structures économiques mondiales. : " Le FMI et la Banque mondiale n'auront pas la capacité de faire leur travail correctement s'ils continuent à être le reflet de l'équilibre des pouvoirs de la fin de la Seconde Guerre mondiale. " En fait, les décisions consensuelles laisse rarement s'exprimer les acteurs marginalisés : les décisions " consensuelles " sont soumises aux réalités du pouvoir et au fait que l'on connaisse les pays susceptibles de poser leur veto ou d'exercer des pressions en faveur des décisions finales.

Les membres du FMI n'ont pas le même pouvoir de vote. Le poids du vote varie en fonction de deux composantes : chaque membre possède un lot équitable de 250 votes qui lui est donné lors de son adhésion, et la seconde composante est un pourcentage de votes qui reflète la puissance économique. Les économies riches sont par conséquent favorisées : les États-Unis possèdent 17% du pouvoir de vote, l'Allemagne 6%, le Royaume Uni 5%, comparés par exemple à un groupe de pays de l'Afrique sub-saharienne qui a un pouvoir de vote de seulement 1%.

Depuis leur création il y a 58 ans, le FMI et la Banque mondiale, sont passés de 44 à 184 États membres, incluant de nombreuses économies de transition. " Le problème est de rendre la prise de décision plus transparente et plus responsable et d'augmenter le poids des pays en voie de développement dans l'élaboration de ces décisions ", déclare le Rapport sur le développement humain.

Ainsi, les conseils économiques et les conditions de prêt reflètent les intérêts des membres les plus puissants, c'est-à-dire les pays développés, ce qui rend nécessaire l'augmentation de la participation de leurs débiteurs, les pays en voie de développement.

"Un processus de sélection secret et fermé, basé sur le privilège, dans des institutions censées être engagées dans une plus grande responsabilité et une plus grande transparence, produit un effet négatif évident, déclare le Rapport sur le développement humain. La sélection des membres du conseil d'administration et des autres représentants doit être ouverte, et les intentions des candidats concernant les organisations doivent être plus claires."

Le Rapport plaide en faveur d'un pouvoir de vote plus important des pays en voie de développement à la Banque mondiale et au FMI, en augmentant la

proportion de votes alloués à chaque membre de par son adhésion. Une autre étape consisterait à augmenter le nombre de sièges des pays en voie de développement au conseil d'administration, incluant une meilleure représentation des femmes aux niveaux les plus élevés, et de les impliquer davantage dans le choix des présidents des institutions. Ces réformes " changeraient également la perception (des pays en voie de développement), qui passerait d'une perpétuelle suspicion de domination extérieure à une situation où ils auraient une plus grande responsabilité dans la prise de décision ".

LA RESPONSABILITÉ

Il est également nécessaire de rendre les institutions plus responsables, pas uniquement vis-à-vis des membres de leurs conseils d'administration, mais également vis-à-vis des personnes affectées par les décisions qu'elles émettent. Plus précisément, cela signifie d'assurer la transparence concernant les règles, les décisions, les politiques et les actions, ainsi que leur valuation.

La Banque mondiale a adopté en 1993, une politique de divulgation de l'information. En 2001, elle a étendu cette politique à la diffusion de documents concernant les Pays Pauvres Lourdemment Endettés, et à celle d'articles sur la Stratégie de Réduction de la Pauvreté, accompagnés de résumés des discussions du conseil d'administration. La révision de cette politique en septembre 2001 a élargi l'information disponible pour le public à un plus grand nombre de documents essentiels.

Au FMI, où l'information était auparavant inaccessible à quiconque hors des murs de l'institution, certaines recherches sont désormais publiées sur le site de l'organisation, ainsi qu'une documentation considérable sur le travail avec certains pays en particulier. Le FMI fait également pression sur les gouvernements pour permettre une plus importante publication des politiques menées et des accords passés avec lui.

Mais il y a encore de grandes failles dans la transparence, relate le Rapport sur le développement humain. Les plus notables portent sur les comptes rendus des conseils d'administration de la Banque mondiale et du FMI qui ne sont pas publiés, les scrutins qui ne sont pas organisés et ne peuvent donc pas être enregistrés ou rendus publics. Les citoyens des pays membres (ou des personnes extérieures intéressées) ne peuvent donc pas tenir les directeurs ou leurs gouvernements pour responsables de leurs politiques.

Une évaluation indépendante des actions de ces institutions est également nécessaire. " Non seulement il est difficile pour le public de juger si une organisation assume correctement ses responsabilités, mais il est également impossible pour des personnes extérieures d'offrir une aide à celles qui travaillent dans ces organisations et qui reconnaissent la nécessité d'un changement. La publication de rapports critiques pourrait susciter l'attention du public, et une pression extérieure en faveur du changement pourrait aider à éviter le manque d'intérêt ou la prévalence des intérêts personnels au sein même de l'organisation. "

Le Rapport sur le développement humain préconise une obligation de type juridique dépassant la transparence et permettant de participer plus activement. " À l'instar de tribunaux, de médiateurs, ou d'autres processus qui permettent de tenir des gouvernements pour responsables des accords nationaux, des équivalents

internationaux émergeraient pour rendre les organisations internationales responsables de leurs actes. "

Cependant, alors que la responsabilité de type juridique peut rendre publiques les infractions et encourager les organisations à reconsidérer certaines décisions, elle se heurte à des limites, notamment pour les pays en voie de développement. Tous les pays n'ont pas la même facilité à recourir à ce type de procédures ; c'est pourquoi les pays en voie de développement font appel à des organisations non gouvernementales de pays industrialisés pour trouver des fonds et présenter leur cause. Le risque est d'orienter le travail des ONG vers des problèmes suscitant l'intérêt des populations des pays riches, laissant hors jeu les pays en voie de développement qui n'auraient pas su attirer l'attention de ces organisations.

PROMOUVOIR DES PRINCIPES DÉMOCRATIQUES A L'OMC

L'OMC prétend que son travail est basé sur un " principe de non-discrimination, de transparence et de prévoyance " et que " les décisions sont prises par l'ensemble des membres, habituellement par consensus ". Mais alors que la majorité des pays possèdent un siège à l'OMC, le consensus est biaisé par les grandes puissances qui traitent en coulisses, ce qui a déjà entraîné de nombreuses plaintes. L'OMC est accusée d'être l'une des organisations internationales les moins transparentes, principalement parce qu'en fait, peu de pays en voie de développement peuvent y participer. Les conclusions sont arrêtées par le Conseil général et les principales décisions sont approuvées au cours de conférences ministérielles qui se tiennent tous les deux ans.

En 2000, alors que 15 pays africains n'avaient pas de représentant aux quartiers généraux de l'OMC à Genève (qui compte 560 personnes), la Mauritanie, un très petit pays, en avait cinq. L'OMC a répondu à ces disparités en cherchant à établir une unité d'assistance technique, pour aider les pays en voie de développement dans leurs négociations.

" Les processus de décisions à l'OMC exigent de sérieuses réformes ", déclare le Rapport sur le développement humain. Dans un premier temps, les consultations, discussions, négociations et décisions doivent être rendues complètement publiques, ouvertes à la participation et démocratiques. Puis l'OMC devrait être impartial, sans favoriser les pays les plus puissants au détriment des pays en voie de développement, qui en fait constituent la majorité des membres et devraient pouvoir faire entendre leurs intérêts et exercer leurs droits. De plus, les pays en voie de développement devraient être mieux représentés au secrétariat de l'OMC, notamment à des postes élevés. Enfin il devrait y avoir plus de transparence dans les processus démocratiques de l'OMC, car " un accroissement de la démocratie au niveau tant national que global donne la possibilité de transformer la vie des gens dans le monde ".

Le Rapport indique que de nombreux parlementaires et personnalités politiques semblent ignorer certaines négociations de l'OMC, même lorsque leurs pays sont appelés à changer leurs politiques, parfois profondément, en fonction des accords de l'OMC. Récemment cependant, des groupes de la société civile provenant de pays en voie de développement et de pays industrialisés se sont profondément impliqués dans les questions de l'OMC. Des syndicats ainsi que des groupes axés sur le développement, la pauvreté et l'environnement ont cherché à utiliser l'OMC pour défendre leur cause. L'OMC ressent leur influence, non à la façon de l'activité des ONG en son sein, mais en tant qu'une critique publique élevée

contre lui, qui, par exemple, a fermé la réunion de Seattle. En 1993, à Bangalore en Inde, un rassemblement de 500 000 agriculteurs s'est engagé à braver les accords de l'Uruguay Round de l'OMC. 25 groupes d'agriculteurs en France ont organisé de larges manifestations contre l'accord de l'OMC sur l'agriculture. De tous ces efforts, il résulte que le secrétariat de l'OMC et nombre de ses membres ont commencé à travailler avec des organisations de la société civile, contribuant ainsi plus directement au dialogue sur la politique et les processus de négociations au sein de l'OMC.

UN MODÈLE DE NÉGOCIATION OUVERTE

Le Rapport sur le développement humain décrit une méthode de négociation qui a été utilisée afin de donner à tous les pays participants un temps de parole équitable pendant les négociations concernant la Convention sur la diversité biologique de 1996 à 2000.

À un moment, alors que la date butoir pour clore les négociations approchait et que les différences entre les parties impliquées restaient béantes, on a craint de voir les pourparlers échouer. Mais la combinaison de méthodes innovantes et d'un président impartial et actif a permis d'arriver à une conclusion réussie.

Juan Mayr Maldonado, ministre de l'Environnement de Colombie, a introduit cette nouvelle méthode quand, en février 1999, il prit la présidence de la Conférence de Carthagène sur la bio-sécurité, et il a continué de l'appliquer lors d'autres consultations ultérieures. Les principales caractéristiques de ces méthodes sont :

- ↪ de former un groupe ayant le même point de vue, rassemblant les participants selon leurs intérêts et leurs positions, au lieu de les regrouper selon leur zone géographique ou leurs revenus. Cette innovation a permis aux pays en voie de développement de faire bloc, pendant que ceux qui avaient un point de vue différent pouvaient joindre un autre groupe. À partir de là, les pays en voie de développement ont pu s'unir sous la même bannière (ex. le groupe des 77 et la Chine) ;
- ↪ de sélectionner des représentants dans chaque groupe agissant comme porte-parole, avec un nombre de porte-parole proportionnel à la taille du groupe. Cette approche permet une représentation plus équitable des points de vue ;
- ↪ de permettre à tous les pays membres d'assister aux négociations, même lorsque ces négociations étaient menées entre les porte-parole. Ainsi les négociations étaient transparentes et ouvertes à la participation de tous les membres ;
- ↪ d'encourager la participation des ONG. À Vienne, le président a rencontré séparément les ONG et l'industrie. En réponse aux demandes des ONG d'avoir accès aux négociations, un système de réception audio a aussitôt été mis à leur disposition dans une pièce " surpeuplée " près de la salle de consultation du gouvernement. Ainsi, les ONG et les représentants d'organisations internationales pouvaient suivre les discussions. Aux sessions de Montréal, tous les observateurs, y compris les médias, pouvaient assister aux séances plénières.

Ces nouveaux arrangements ont donné le jour à des négociations compliquées, souvent litigieuses, qui ont abouti à un protocole d'accords réussi. Elles

permettent de trouver un équilibre efficace parmi trois priorités parfois antagonistes : permettre à tous les membres de participer, laisser les négociations se faire parmi de nombreux pays dans une limite de temps, et assurer la transparence et l'ouverture de telle sorte que les membres aient l'information nécessaire pour suivre les discussions. Cette approche favorise également la circulation de l'information vers les ONG et augmente l'implication de ces dernières.

Novembre

Démocratie sociale - La démocratie sociale est l'administration démocratique des relations sociales dans et hors de l'entreprise et couvre la sécurité sociale maladie, professionnelle, jeunesse et vieillesse. Elle s'exprime en terme de droits:

- Droit à l'emploi
- Droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie
- Droit à l'intégrité physique et mentale
- Droit à la retraite solidaire
- Droit à une véritable démocratie sociale
- Droit aux moyens pour mettre en œuvre cette perspective

Mais l'objet central de la démocratie sociale est bien le partage de la richesse créée au sein des entreprises, fortement déterminé par la relation de travail et éventuellement corrigé par la redistribution fiscale et sociale.

La relation de travail

Objet conflictuel par excellence, la relation de travail oscille sans cesse entre contrat et statut. Définie comme un simple " louage de services " dans le code civil de 1804, le contrat de travail a constitué un contrat commercial comme un autre dont l'objet était le travail - simple marchandise.

Dans cette relation, le salarié n'apporte pas seulement ce qu'il a, mais ce qu'il est. Et tout n'est pas contractuel dans le contrat. L'employeur a la force économique de ne pas contracter, surtout en période de chômage, alors que le salarié doit contracter pour vivre.

La relation de travail établie à la fin des années 1970 est basée sur la prééminence de la loi sur le contrat - la hiérarchie des normes - et l'incorporation d'éléments statutaires dans la définition contractuelle de la relation de travail - conventions collectives qui améliorent la loi, statut des salariés des services publics, statut des fonctionnaires.

Cette relation de travail est déstabilisée par l'arrivée du chômage de masse et le développement de la précarité, par les défis de la démographie et de la mondialisation. Le patronat ne cesse d'œuvrer à la contre-réforme libérale consistant à rapprocher le contrat salarial du contrat commercial, à privatiser la sécurité sociale maladie, professionnelle, jeunesse et vieillesse pour restaurer l'ordre spontané du marché.

Plus de 80% des Français vivent d'un salaire ou d'une retraite salariée. Même si l'environnement diversifie les situations individuelles, les salariés partagent tous des intérêts fondamentaux communs. La mobilisation de ces salariés est seule capable de leur assurer les droits opposables à l'individualisation imposée par les employeurs. Cette mobilisation doit avoir le caractère international nécessaire à la réponse aux défis de la mondialisation et aux besoins de l'humanité tout entière.

Droit à l'emploi

Dans la relation de travail, le salarié n'apporte pas seulement ce qu'il a, mais ce qu'il est. Le travail contribue à la formation de la personne. C'est un droit garanti par la constitution qui régit la République. " Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. " affirme le préambule de la constitution de 1946.

Pour permettre à chacun de construire et d'assumer ses projets, cet emploi doit être à temps plein et à durée indéterminée. Le recours aux contrats à durée déterminée ou à l'intérim doit être limité au remplacement des salariés momentanément absents.

La généralisation des politiques de flexibilité qui conduisent à multiplier les situations d'emploi discontinu dans lesquelles les périodes de travail et les périodes d'inactivité se succèdent pour le salarié rendent nécessaire une couverture sécurité professionnelle qui se substitue à l'employeur pour donner au salarié les moyens de vivre et lui permette de renouveler ses qualifications. Cette sécurité professionnelle doit être une charge collectivement supportée par les entreprises puisqu'elles en bénéficient collectivement.

Qu'il soit défini par un contrat à durée indéterminée ou par un contrat à durée déterminée, qu'il s'exerce à temps plein, à temps partiel choisi ou de façon saisonnière, l'emploi doit faire référence à un statut qui garantisse la couverture sociale commune (maladie, professionnelle, jeunesse et vieillesse).

Chaque entreprise de plus de dix personnes doit accueillir une proportion d'au moins 10% de travailleurs handicapés.

Droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie

La révolution scientifique, technique et informationnelle fait jaillir de nouvelles aspirations et donne une place centrale à l'être humain. L'expression de la créativité individuelle et collective et l'implication dans un travail qui incorpore de plus en plus d'activité cognitive nécessite plus de liberté dans le travail et plus de stabilité et de permanence dans le temps. Elle nécessite aussi plus de formation initiale et surtout plus de formation continue.

Une formation réellement valorisante pour les individus et facteur de créativité et d'émancipation doit viser à leur donner une meilleure maîtrise de leur devenir. La simple recherche d'une meilleure employabilité répondant à un environnement de plus en plus flexible ne suffit pas. La formation ne doit pas être un chômage déguisé ou une simple adaptation aux outils de l'entreprise.

Toute formation validée doit être reconnue comme une qualification valorisée dans le salaire et le déroulement de carrière. Cette reconnaissance doit se faire au travers d'une grille fixant un salaire garanti en fonction de la qualification et débutant au salaire minimum sans qualification (SMIC).

Les entretiens individuels au cours desquels le salarié est évalué par son manager sont utilisés pour justifier une individualisation des rémunérations. Pourtant, les différences de performance ne sont pas importantes à ce point et la plupart des salariés assument correctement leurs responsabilités. Là encore, les salariés doivent obtenir la reconnaissance de la qualification acquise par l'expérience.

Droit à l'intégrité physique et mentale

La médecine connaît des progrès fantastiques et en faire profiter chaque individu constitue une des missions de la société. Pour assurer le droit à la santé pour tous, tous les moyens de qualité et de proximité doivent être mis en œuvre et les soins de qualité doivent être couverts de façon universelle et totale.

La vie privée (soutien aux enfants) et la bonne santé du salarié exigent un rythme de travail équilibré sur la journée et une durée dont la réduction est l'un des

postes sur lequel doit être répartie l'augmentation de la productivité générale. Le travail posté ou décalé doit être limité aux cas de force majeure (continuité de service public ou nécessité technologique) et donner lieu à la réparation nécessaire pour permettre au salarié qui l'exécute de n'en pas souffrir.

Les banlieues des villes grandes et moins grandes reproduisent l'expérience présentée par Henri LABORIT dans le film " mon oncle d'Amérique " où l'on voit une certaine proportion de rats devenir délinquants lorsque la concentration de population dépasse un certain seuil. Il est de la responsabilité de la société de mettre en œuvre une politique urbaine qui ne plonge pas les moins armés d'entre nous dans une telle situation.

Bien sûr, la répression des actes délinquants doit être assumée par la force publique, mais elle ne doit pas se substituer aux services susceptibles d'éviter cette extrémité.

Droit à la retraite solidaire

Le système de retraite par répartition créé en 1945 a été un des piliers du développement de la France. Ce pacte de solidarité - solidarité entre générations, solidarité entre individus et solidarité entre professions - entre les générations a pratiquement éradiqué la pauvreté qui frappait 30% des retraités en 1970, dopant la consommation des seniors et la croissance économique.

Les enjeux

Avec une augmentation de plus de 10 millions de la population âgée de plus de 60 ans, avec une augmentation de l'espérance de vie et une diminution du solde migratoire, les évolutions démographiques font apparaître la nécessité d'un effort de financement. Et les diverses exonérations de cotisation (exonération sur les bas salaires, exonérations sur l'épargne salariale et les stocks options) ont accentué ce besoin de financement.

La part des salaires - salaires qui alimentent seuls le financement de la retraite - a diminué de près de 70% de la valeur ajoutée en 1980 à 41% en 2000. Dans le même temps, les réformes effectuées (1993 sur la retraite de privé, 1996 sur les retraites complémentaires) et les revendications du MEDEF ont créé une inégalité entre les différents régimes qui brise la solidarité sur laquelle est fondé le système.

Il faut assurer le financement nécessaire des retraites et harmoniser les régimes sur un socle oeuvrant au progrès social.

Une démarche progressiste

La retraite par répartition a montré sa capacité à réduire la pauvreté. Il faut en conserver les fondamentaux:

- ↪ départ à 60 ans,
- ↪ taux de remplacement à 75%,
- ↪ validation de toutes les années travaillées ou non travaillées à cause du chômage, des maternités, de la formation non scolaire dès l'âge de 18 ans, etc.

Les défis lancés par l'évolution démographique doivent être relevés dans le sens du progrès social. Il faut donc réformer le financement:

- ↪ Intégrer tous les éléments de rémunération dans la cotisation salariale: primes de la fonction publique, participation, intéressement, épargne salariale, stocks-option, etc.
- ↪ Tenir compte de la part des salaires dans la valeur ajoutée pour le calcul de la cotisation patronale - Moins la part des salaires est importante dans la valeur ajoutée, plus le taux de cotisation sur ces salaires doit être important pour l'entreprise.
- ↪ Différencier l'assiette et le taux des cotisations patronales suivant les branches pour tenir compte des bas salaires et des emplois peu qualifiés.

Droit à une véritable démocratie sociale

Tout ne peut pas être fixé par la loi. Des négociations employeurs-salariés sont nécessaires pour l'améliorer en prenant en compte les réalités du terrain.

Mais les accords doivent être validés avec l'assentiment majoritaire des salariés qui en bénéficieront. Un syndicat minoritaire ne doit pas pouvoir engager une branche, un groupe, une entreprise. Une représentativité des syndicats figée à un état irréaliste génère le désintérêt des salariés pour les syndicats et leur désintérêt pour la chose publique.

Avec sa refondation sociale, le MEDEF ne souhaite que construire les outils de la régression sociale en multipliant les situations de concurrence entre salariés (privé - public, CDD - CDI, PME - grandes entreprises, etc.).

La démocratie sociale doit reposer sur la représentativité des syndicats mesurée lors des élections (prud'hommes, comités d'entreprise, comités de groupe, organes directeurs de la sécurité sociale, etc.).

Droit aux moyens pour mettre en œuvre cette perspective

Le MEDEF est une association 1901 qui prétend œuvrer au bien commun des entreprises et perçoit à ce titre une contribution des entreprises. Les syndicats salariés contribuent aussi légitimement au bien commun des entreprises. Ces dernières doivent donc aussi contribuer au financement des syndicats en fonction de leur représentativité.

D'autre part, en transformant la rancœur que peuvent retirer les salariés des injustices qu'ils subissent en revendications constructives de progrès social, les syndicats ont un rôle important dans la construction permanente de la société. A ce titre, un financement public des syndicats doit être mis en place dans le respect de leur représentativité.

La redistribution

Le marché s'impose comme une loi de nature qu'il s'agit de contrôler et d'aménager pour le bien commun.

Que cela tienne du hasard, de l'héritage ou de la qualité individuelle, certains s'enrichissent plus que les autres ou disposent d'un plus grand patrimoine. Cet enrichissement n'est légitime que s'il ne se fait pas au détriment des autres.

L'état par sa politique fiscale et les institutions sociales par leurs prestations effectuent une redistribution de la richesse produite entre les citoyens et les affiliés sociaux. Si la politique fiscale est bien démocratiquement définie par des assemblées ou des responsables élus sur listes ou candidatures politiques, les

institutions sont administrées sans référence à une quelconque représentativité mesurée. Les conseils dirigeant les institutions sociales doivent être désignés par élections de listes syndicales.

Décembre

La république - En France, l'année 2002 a été l'année des républicains. Si la droite en a profité sur le moment, la gauche doit en retirer une renaissance dont nous bénéficieront tous. Révolution française, ce mouvement doit s'exporter et changer la face du monde.

Fille de la raison, la révolution française a d'abord été une effroyable suite d'événements violents et de meurtres. Deux pas en avant, un pas en arrière, c'est ainsi que l'Homme avance. Nous avons hérité de ces temps la déclaration universelle des droits de l'Homme et la devise de notre pays: **Liberté, Égalité, Fraternité.**

Frappé par le choc du résultat du premier tour des élections présidentielles, le peuple français s'est retrouvé sur le nom de Jacques Chirac malgré l'aversion que celui-ci inspire à la majorité de ses presque 26 millions d'électeurs du 5 mai - ils n'étaient qu'à peine 6 millions quinze jours avant.

Droite-Gauche, c'est pareil ! Tous républicains, ils accompagnent la mondialisation dans les mêmes instances internationales et n'ont pas grande influence sur le mouvement imposé par la finance internationale et les grands groupes multinationaux. D'ailleurs, le candidat Jospin n'affirmait-il pas ne pas défendre un projet socialiste.

Après 180 jours de gouvernement de droite, tout le monde vit aujourd'hui **la différence**. Mais il n'est pas besoin de se limiter à cette réalité conjoncturelle pour la connaître.

La **Droite** considère l'égalité comme contradictoire à la liberté. Le mot même d'égalité la gêne; elle préfère utiliser celui d'équité à sa place ou rajouter "des chances" derrière. Quant à la fraternité, elle n'est pour elle que de l'ordre de la charité.

Pour la **Gauche** au contraire, l'égalité est une nécessité pour garantir le caractère démocratique de la République et la vitalité de l'économie au même titre que la liberté. Quant à la fraternité, elle exprime la conviction que tous, nous appartenons à la même famille humaine indépendamment de notre origine, de notre couleur, de notre religion ou de tout autre caractère différenciant.

Politique et syndicalisme - Tout membre salarié du Parti socialiste doit être syndiqué. Mais on a vu que cela ne suffit pas à assurer une bonne prise en compte des revendications des salariés par la politique.

C'est l'insécurité sociale qui a déterminé le résultat du scrutin du 21 avril 2002. La Gauche était au pouvoir et n'a eu aucune action sur ce sentiment général ressenti principalement au sein de son électorat le plus fidèle. Et la partie la plus pauvre et la moins armée culturellement a été sensible aux discours les plus extrêmes sur l'insécurité en général, celle qui devient insupportable dans les quartiers les plus oubliés comme dans les villages les plus téeffunisés.

Les rapports entre politique et syndical sont marqués par les débats du début du XXème siècle et la dépendance du syndical au politique. Le politique était aux mains de l'avant-garde qui conduisait le peuple à la révolution et le syndical devaient encadrer ce peuple et n'avait qu'une fonction de courroie de transmission. Les syndicats se sont positionnés ainsi. Sous le prétexte de la dépendance de la CGT au

parti communiste, les chrétiens ont fondé un syndicat chrétien, les atlantistes un syndicat "indépendant", etc.

La diversité syndicale française est un fait aujourd'hui. Et quand on compare le niveau de protection sociale existant en France par rapport à celui des voisins européens, il apparaît que le système n'est pas moins efficace que celui du syndicat unique.

Les salariés ont bien conscience de la nécessité de s'unir pour contrôler et orienter de ce que produisent patronat et politiques. Ils ne veulent pas de syndicats qui soufflent le froid quand les partis de gauche sont au pouvoir et le chaud quand ils sont dans l'opposition.

Plus de 80% de la population active vit d'un salaire. A peine 10% est syndiquée, mais les syndicats obtiennent dans les élections professionnelles des suffrages aussi représentatifs que les partis dans les élections politiques. Et les syndicats proposent ou soutiennent des manifestations qui rencontrent une audience souvent digne d'intérêt - près de 62% d'employés de France Télécom en grève le 26 novembre en Bretagne.

En synthétisant et en organisant les revendications des salariés, les syndicats sont un peu comme des maîtres d'ouvrage. Et les partis de gauche doivent mettre en oeuvre les politiques nécessaires à la satisfaction de ces revendications en tenant compte de la réalité économique, sans privilégier les groupes qui crient le plus fort. Cette dépendance montante est la seule qui assure la confiance des électeurs. La responsabilité des élus est immense. Si le gouvernement Jospin a réalisé de grandes réformes, il a oublié d'assumer cette tâche de maître d'œuvre.

Prud'homales - Avenir de l'institution prud'homale et mesure de l'état de l'opinion des salariés, les enjeux des élections du 11 décembre seront déterminants pour le traitement des dossiers sociaux 2003.

Après un printemps électif catastrophique, l'année se termine par un scrutin déterminant pour les droits des salariés et leur avenir.

Les Prud'hommes traitent environ 200 000 affaires par an et rendent des jugements favorables aux salariés dans 80%. Contrairement à la Cour de cassation, le patron n'est pas "seul juge" dans l'entreprise. Par la jurisprudence qu'elle produit, l'institution fait évoluer positivement notre droit social.

Les conseillers de la première organisation de salariés aux Prud'homales ont contribué à la bonne presse des Prud'hommes auprès des salariés. Les salariés réintégrés pour licenciement abusif, les employeurs condamnés pour discrimination, les responsables de harcèlement moral ou d'abus de pouvoir (cyber surveillance) le savent bien. Il faut voter avant d'en éprouver l'utilité.

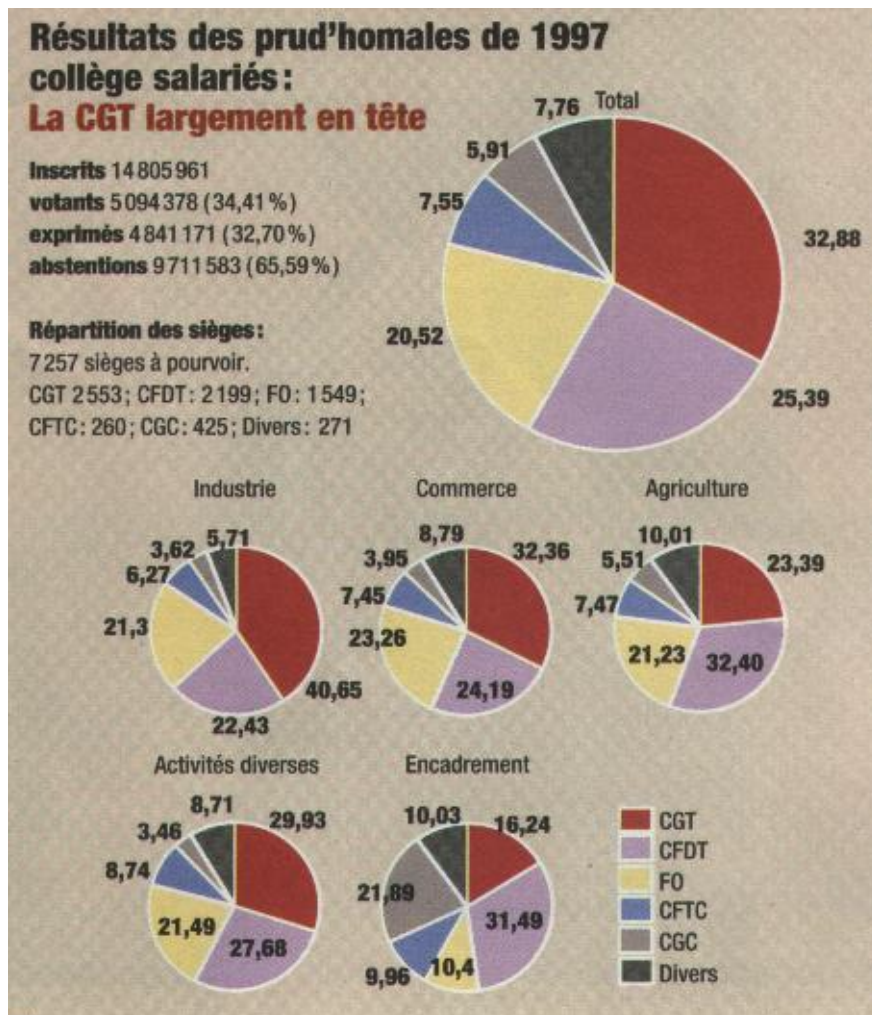
Mais l'enjeu de ces élections dépasse largement la question prud'homale. Depuis la fin des élections de la Sécurité sociale en 1983, c'est le seul scrutin national et interprofessionnel - le seul baromètre de représentativité des organisations syndicales dans le privé.

La CGT rejette l'allongement de la durée des cotisations des salariés pour les retraites et milite pour le respect de la hiérarchie des normes et la règle majoritaire pour la validité des accords collectifs. Elle mène le combat contre une convention qui laisse 60% des demandeurs d'emploi à la charge de la collectivité et pour une modernisation sociale qui permette aux salariés d'intervenir dans les choix stratégiques des entreprises. Elle accompagne les salariés dans la satisfaction de

leurs revendications sur les 35h, leur pouvoir d'achat, la modernisation des services publics, etc.

La CGT ne s'arc-boute pas sur la défense des avantages acquis. Elle met en débat sa proposition de sécurité sociale professionnelle pour définir un nouveau statut du travail salarié qui garantisse à chacun, tout au long de sa vie de travail, un ensemble de droits individuels imposables à tout employeur et transférables d'une entreprise à l'autre.

La CGT présente des listes dans tous les conseils et dans toutes les sections; 60% de ces listes ont été renouvelées; 40% des candidats sont des femmes. Il faut voter CGT.



François - Parti en vacances au Maroc avec un copain et un copain du copain, son voyage le mène dans la prison d'Almeria en Espagne.



Hamid avait besoin d'une voiture pour pouvoir vendre une voiture au Maroc et revenir. Mais François ne voulait pas partir avec quelqu'un qu'il ne connaissait pas. Sofiane avait suivi des cours au CFA de Belfort avec François trois ans plus tôt. Tous trois partent donc avec deux voitures, celle de François et celle qu'Hamid doit vendre.

Arrivé à Lyon, Sofiane rebrousse chemin après s'être rendu compte que son passeport était périmé. Un Algérien sait pourtant

bien qu'il lui faut un visa pour entrer au Maroc! François continue tout de même le voyage.

En Espagne, la voiture de François tombe en panne et Hamid paie la réparation. Au Maroc, François reçoit un accueil chaleureux et le séjour confortable. Ayant décidé de prolonger son séjour, Hamid ne rentre pas avec François le 19 août.

A la descente du bateau, la douane trouve 5 kg de cannabis caché dans la roue de secours de la voiture de François qui est placé en détention préventive depuis.

Trafiquant notoire, Hamid a cherché quelqu'un disponible possédant une voiture. Comme François était méfiant, il a utilisé Sofiane pour le mettre en confiance. Au moment du retour, soit il a dénoncé le pigeon pour protéger un autre chargement plus important, soit ce sont les vendeurs Marocains dans le but de s'assurer l'indulgence des autorités - c'est une pratique qui semble courante.

Marie-Louise et René (mon cousin), les parents de François, sont très entourés. Confrontés à des gens connus de la police, des trafiquants notoires, ils ont peur et désespérés. C'est pour eux une épreuve douloureuse.

François ne doit pas se sentir seul. Nous lui écrivons régulièrement. Lecteur, envoie-lui un petit mot et dit lui que tu as entendu parler de lui et préviens-moi pour me dire que tu lui as écrit:

Centro penitenciario de Almeria
Senior François RAVault
Modulo 4
CTRA Cuevas de los Ubedas km 2,5
04130 El Alquian (Almeria)
Espagne

Pierre - Cette année, il nous avait solidarité et espoir [...] jusqu'au bout du voyage. Il s'est arrêté un dimanche de novembre.



Ils étaient nombreux tes amis qui t'ont accompagné en l'Église Toussaint de Rennes ce vendredi 15 novembre où j'ai appris ta mort.

Cela faisait à peine dix ans que nous nous connaissions. Je t'avais vu dédicacer un livre un soir lors d'une réunion de la section Rennes-Centre du Parti socialiste. Mais ce qui nous a rapproché, c'est ta curiosité pour l'internet qui avait fait de toi l'un des premiers expérimentateurs de l'ADSL.

Nous n'avons pas eu le temps d'en parler vraiment - les problèmes techniques que tu rencontrais étaient les seules occasions que nous avions de parler ensemble, mais je me suis toujours senti être construit sur les mêmes fondations que toi - littérature et poésie, mathématiques et technique, vie des gens et écriture.

Tu satisfaisais ta curiosité pour la vie des gens dans tes voyages. Et tu en ramenaient d'extraordinaires compte-rendus que tu as partagé sur ton site internet.

Adieu l'Ami, et merci pour tes vœux.